



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

13/05/2026

Le mouvement ouvrier en France et la question coloniale : des chemins longtemps divergents pèsant lourdement aujourd'hui

La position de certains courants trotskistes n'est pas anticolonialiste :

Nous avons déjà eu l'occasion de nous exprimer concernant l'incompréhension manifeste d'une partie du mouvement ouvrier de la question coloniale, essentiellement en raison de son lien avec la question nationale. Rappelons qu'une partie non négligeable des courants trotskistes est en pointe à ce sujet.

Dans "Comment la social-démocratie entend-elle la question nationale ?", Staline écrit: « la "question nationale" sert des intérêts divers, prend des nuances diverses, suivant le moment où elle se pose, et suivant la classe qui la pose ». Prenant appui sur cet élément central, dans sa conférence de juin 2025 au sujet du marxisme et de la Palestine, Patrick Bobulesco tire les enseignements de l'évolution historique: « Ainsi, à l'époque de l'impérialisme, la question nationale s'est transformée, de question particulière de la lutte contre l'oppression nationale, en question générale de l'affranchissement des nations coloniales et semi-coloniales. De ce fait, la conception bourgeoise du droit des nations à disposer d'elles-mêmes a dû prendre à notre époque un sens nettement révolutionnaire, elle doit désormais être posée sur le terrain révolutionnaire de la lutte ouverte contre l'impérialisme. ».

Ce n'est pas du tout l'avis des organisations trotskistes évoquées plus haut. Elles reconnaissent nullement le fait national palestinien, prenant seulement en compte la division des sociétés en classes. Le NPA-Révolutionnaires, par exemple, tout en proclamant avec des phrases de gauche sa solidarité avec les Palestiniens, en regardant ceux-ci dans les faits comme des victimes du sionisme, nie et s'oppose à leurs aspirations nationales en considérant que leur lutte nationale serait une manifestation de « chauvinisme », un frein à la lutte des classes. Établissant une fausse symétrie, le NPA-R affirme ainsi: « les dirigeants palestiniens non seulement n'ont pas lutté pour inverser le fossé entre "travailleurs palestiniens" et "travailleurs israéliens", mais ont eux-mêmes contribué à le creuser. » Opposé à la reconnaissance du caractère spécifique du fait national palestinien, le NPA-R est ainsi dans l'attente illusoire et mystificatrice de la construction d'une « unité de la classe ouvrière entre les travailleurs israéliens et palestiniens » !

Dérivant de sa défense orthodoxe du dogme trotskiste de la révolution permanente, Lutte ouvrière a quant à elle toujours affirmé son rejet puriste de la question nationale en général et des tâches de libération nationale qui en découlent. LO a par conséquent constamment manifesté son hostilité aux luttes de libération nationale, stigmatisant le « nationalisme bourgeois » de leurs directions. Si elle s'exprime publiquement contre la répression coloniale, LO fait preuve d'un internationalisme purement abstrait, rejetant l'obligation pour les communistes de soutenir les luttes de libération nationale contre l'impérialisme, y compris le nôtre. Ce n'est donc pas par omission que LO refuse par exemple de reconnaître et de défendre le droit des Kanaks à l'autodétermination et se refuse d'ailleurs à parler de Kanaky, connaissant seulement la Nouvelle-Calédonie. LO prétend soutenir les peuples contre la répression ou les agressions, mais est toujours la première à condamner de façon stérile les organisations armées menant le combat. Il en va donc de même concernant la question nationale palestinienne en particulier. En Palestine, aujourd'hui comme hier, LO, reconnaît certes « la guerre d'oppression et de colonisation d'Israël », mais refuse de reconnaître la guerre juste de libération nationale de la nation opprimée. Sa négation de

la question nationale en Palestine se traduit par la négation de la nécessaire destruction de l'État sioniste afin qu'une Palestine libre puisse enfin réellement exister, de la Mer au Jourdain.

Ceci ne saurait être complet sans dire que le courant trotskiste historique, les Lambertistes, ne défend absolument pas ces positions niant la question coloniale mais a, au contraire, une position juste sur la libération de la Palestine.

Globalement, nous pouvons comprendre ceci : les organisations précitées et d'autres établissent un parallèle entre le nationalisme au cœur de l'impérialisme et celui des nations colonisées ou néo-colonisées, entre la Bourgeoisie impérialiste et les bourgeoisies nationales des colonies, occultant la différence bien connue entre bourgeoisie nationale et bourgeoisie compradore. Pour LO, l'alternative en Palestine est entre le socialisme et la poursuite du génocide. Le NPA-R va plus loin en niant carrément le statut de colon. Parler de « prolétariat israélien » est un non-sens. Comme Marx l'a défini, les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes. Les gens vivant sur les terres et dans les maisons volées aux autochtones ont à perdre cette domination, ils n'ont donc pas que leur force de travail à vendre ; ce ne sont pas des prolétaires. S'il y a bien un prolétariat dans l'État colonial sioniste, comme dans tout pays capitaliste, il est composé de Palestiniens, avec ou sans la citoyenneté de l'État d'apartheid, et de travailleurs venus d'Asie du sud-est ou d'Éthiopie, il n'est en aucun cas « israélien ».

Les récentes agressions impérialistes des USA contre le Venezuela puis l'Iran ont donné lieu à de nouvelles manifestations de ces positions objectivement colonialistes. Ainsi, au lendemain du kidnapping de Maduro, le porte-parole de Révolution Permanente a pu prononcer, lors d'un rassemblement, un discours partageant les responsabilités entre les dirigeants impérialistes US et ceux du Venezuela. Quant aux militants du NPA-R, ils ne sont pas en reste, chassant, y compris physiquement, des manifestants iraniens des initiatives contre l'agression impérialiste, selon le mot d'ordre bourgeois bien connu « ni Trump, ni les mollahs ». C'est d'autant plus difficile à avaler puisque, par ailleurs, RP insiste sur la nécessité de « décoloniser le marxisme », sans tenir compte des révolutions nombreuses depuis 1945 qui ont eu lieu hors de l'Occident et alors qu'elle ne perçoit pas la question coloniale.

Là encore, se greffe une énorme confusion. Le Parti Communiste du Venezuela critique le régime de Maduro, le parti Toudeh critique le régime iranien issu de la révolution de 1979, nous n'avons rien à y redire, nous avons d'ailleurs publié à plusieurs reprises des communiqués de ces organisations. Mais ils le font de l'intérieur du pays. A contrario, quiconque vivant au cœur d'un bastion de l'impérialisme occidental n'est pas qualifié pour de telles critiques au moment d'une agression de la puissance impérialiste dominante, même en se réclamant de la révolution. La seule tâche du mouvement ouvrier révolutionnaire est de condamner l'agression impérialiste et de défendre le pays agressé en organisant la riposte et la solidarité.

Le Parti Communiste Français et la question coloniale, de la guerre du Rif à celle d'Indochine

Nous proposons une analyse comportant nombre de désaccords avec l'orientation du PCF, notamment après la seconde guerre mondiale, en matière de rapports à la lutte anticoloniale et à la colonisation en général. Il ne s'agit pas, même si notre critique est sévère, de jeter le PCF d'alors sous le bus. Au Parti Révolutionnaire Communistes, nous faisons partie, quelque part, des héritiers de ce parti, du temps où il était communiste puis un tant soit peu communiste. Nous assumons cet héritage, mais assumons également tout le regard critique que nous pouvons porter sur ce passé. La non prise en compte de la question coloniale est un rouage essentiel ayant conduit ce parti révolutionnaire à devenir une organisation sociale-démocrate.

La guerre du Rif : un PCF anticolonialiste dans l'internationalisme prolétarien

En 1919, le traité de Versailles avait permis un nouveau partage du monde colonial. La France, notamment, pouvait étendre son autorité, sous des formes diverses, aux dépens de la Turquie et de l'Allemagne, sur de nouveaux territoires : la Syrie, le Liban, le Togo et le Cameroun. Sources de matières premières à bas prix, marchés pour les capitaux et les produits de la métropole, l'Empire colonial français bénéficie d'investissements de plus en plus importants. Parallèlement, le mouvement d'indépendance nationale se développe. En 1924, le nationalisme se manifeste au Maroc et en Syrie. Le Parti communiste français va reprendre à son compte l'héritage anticolonialiste du mouvement ouvrier français. Mais, refusant l'imprécision de la ligne politique coloniale de la II^e Internationale et son inefficacité, les communistes français vont aussi faire leur le principe du parti bolchevik du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », proclamé dès 1903, et celui de Marx selon lequel « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ». Ainsi, le PCF, dès septembre 1924, va entamer une vaste campagne combinant la lutte anticolonialiste et le combat révolutionnaire anticapitaliste, les considérant comme indissociablement liés...

Dès septembre 1924, avant même l'extension du conflit au « Maroc français », Pierre Sémard, secrétaire général du PC, et Jacques Doriot, des jeunesses communistes, avaient adressé à Abd el-Krim un télégramme de soutien celui-ci avait fait scandale. Évidemment, l'entrée en guerre de la France accentua cette protestation. Dès mai fut constitué un comité d'action contre la guerre du Rif, regroupant le parti communiste, les jeunesses communistes, la CGTU, l'ARAC, le groupe Clarté et les comités d'unité prolétarienne. En fait, sous ces étiquettes diverses, c'étaient surtout des militants communistes et des anarcho-syndicalistes, moins nombreux, s'activaient.

L'Humanité n'hésita pas à publier des documents horribles, telle cette photo, en une, de soldats français souriants, exhibant des têtes de rebelles coupées. Toute cette dénonciation s'accompagna d'appels à la fraternisation. Au-delà de ces forces, des intellectuels se mobilisèrent. Une alliance circonstancielle se noua entre la militance du comité d'action et le groupe surréaliste, entamant là une lutte en commun avec le PC qui durera une demi-décennie, jusqu'à l'organisation conjointe de la contre-exposition coloniale de 1931. Le 2 juillet 1925, *L'Humanité* publia un appel, à l'initiative d'Henri Barbusse, signé d'une centaine de noms, dont les surréalistes Louis Aragon, André Breton, René Crevel, Robert Desnos, Paul Éluard, Michel Leiris, Benjamin Péret, Philippe Soupault, mais aussi de Georges Duhamel, Paul Signac, Maurice de Vlaminck, Léon Werth... L'appel n'était pas seulement pacifiste. Il affirmait avec force un principe anticolonialiste sans ambiguïté, proclamant « *le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, à disposer d'eux-mêmes* ».

Les 4 et 5 juillet eut lieu à Paris un congrès ouvrier et paysan, qui lança l'idée d'une grève générale d'une journée. Aucune date ne fut fixée, mais la presse anti-guerre alerta désormais quotidiennement ses lecteurs de l'imminence de l'action. Évidemment, la jeune CGTU, au sein de ce front, eut la tâche explicite de mobiliser concrètement les salariés au sein des entreprises. Fin août eut lieu la réunion du comité confédéral national, elle entérina la décision de la jeune centrale de jeter toutes ses forces dans la préparation de la grève et la fixa au 12 octobre suivant. Les dirigeants de la CGTU se félicitèrent des résultats de la grève. Gaston Monmousseau, le 16 octobre, dans *La Vie ouvrière*, signa l'éditorial, imprimant immédiatement à ce fait une marque d'épopée qui ne le quittera plus. Il évoquait un million de grévistes. La répression fut à la hauteur de la peur éprouvée par la Bourgeoisie face à ce mouvement, même minoritaire. Partout, il y eut des échauffourées. Un ouvrier, André Sabatier, fut tué par balle. La police procéda à plusieurs centaines d'arrestations, beaucoup pour fait de grève (167 le seul 12 octobre), d'autres à cause de participation à des mouvements ayant entraîné des heurts avec la police, d'autres enfin pour des motifs pouvant aller jusqu'à... fredonner des chansons subversives. En novembre, on dénombrait 165 militants emprisonnés et 263 poursuivis. Les tribunaux requièrent 320 années de prison. Le record en la matière fut détenu par Jean Georges, le secrétaire de l'union départementale CGTU de Haute-Garonne, fut condamné à 15 mois. Le jeune Maurice Thorez, faisant là une première apparition de dimension nationale, écopa de 14 mois. Dans ces conditions, il fallait un caractère trempé et une conviction à toute épreuve pour participer à un tel mouvement.

Dans ces conditions particulièrement difficiles où PCF, CGTU et leurs compagnons étaient seuls contre tous, y compris le gouvernement radical et la SFIO le soutenant, ce qui compte, c'est la signification symbolique du mouvement. Dans un climat particulièrement défavorable, des organisations ont visé très haut : faire la démonstration que l'internationalisme pouvait commencer à passer dans les actes. Les grévistes et, par-delà, les militants révolutionnaires de 1925 étaient en tout état de cause strictement minoritaire. Mais ils ont marqué de leur empreinte l'histoire sociale et politique française.

Le tournant du Front Populaire

A partir de 1934, le PCF change son orientation globale, abandonnant la ligne « classe contre classe » en faveur de celle du rassemblement antifasciste, en raison de la menace grandissante, notamment depuis le 6 février. Ce jour-là, à la Chambre des députés, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF depuis 1931, prononce un discours sous les huées des députés réactionnaires, qui l'empêcheront de finir dans lequel il dit « *Il n'y a pas de différence de nature entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. Ce sont deux formes de dictature du Capital. Le fascisme naît de la démocratie bourgeoise. Entre le choléra et la peste, on ne choisit pas.* ». Cette déclaration relève toujours du « classe contre classe ». L'orientation se dessinant ensuite, avec l'accord et le soutien de l'Internationale, permettra la constitution du Front Populaire, elle est censée être une tactique momentanée, tant que durera la menace fasciste. Pour autant, peu à peu, se mettra en place une hiérarchisation celle-ci fera passer les aspirations anticolonialistes des peuples colonisés après la situation politique en France. Cette position « nationale » est notamment illustrée par le soutien du PCF au projet Blum-Viollette, déposé à la Chambre des députés en décembre 1936. Ancien gouverneur général de l'Algérie et ministre d'État chargé de l'Algérie dans le gouvernement Blum, Maurice Viollette propose, dans son projet, l'attribution du droit de vote à certains Musulmans d'Algérie ; entre 20.000 et 25.000 personnes sont concernées : les anciens militaires, officiers ou sous-officiers jusqu'au grade de sergent-chef, les soldats ayant obtenu la médaille militaire et la [croix de guerre](#),

les natifs titulaires de diplômes, les élus aux Chambres de Commerce et d'Agriculture, aux Conseils généraux et municipaux, aux délégations financières, les [bachagas](#), [aghas](#), [caïds](#) ayant exercé leurs fonctions pendant quatre ans minimum, les ouvriers décorés de la médaille de travail et secrétaires de syndicats ouvriers. Ce projet, abandonné le 4 mars 1938, est évidemment bien loin de satisfaire les revendications des colonisés, il vise surtout à retirer certains soutiens aux nationalistes algériens. Ceux-ci le rejettent d'ailleurs ; Messali Hadj, dirigeant du Parti du Peuple Algérien (PPA) n'y voyant qu'un nouvel « *instrument du colonialisme, appelé, selon les méthodes habituelles de la France, à diviser le peuple algérien, en séparant l'élite de la masse.* ».

A partir de 1945, le cas particulier de l'Indochine

La question indochinoise est particulière. Hô Chi Minh a mis tout le monde devant le fait accompli en proclamant l'indépendance du Vietnam. La libération nationale est donc conduite par les communistes et non par un parti de la bourgeoisie nationale. Dès le début de la « sale guerre » (1947), le PCF adopte une position favorable à la « paix en Indochine », impliquant clairement, dès 1949, avec les encouragements du Mouvement communiste international, l'indépendance du Vietnam. Le PCF appelle à la grève et la manifestation dès janvier 1949, mobilise afin d'empêcher les armes de parvenir en Indochine et pour la défense d'Henri Martin, qui sera condamné en 1950 à cinq ans de prison. A Dunkerque, Oran et Marseille, les dockers se mobilisent, à l'appel de structures de la CGT et sous l'impulsion de dirigeants du PCF. Raimonde Dien s'est assise sur les rails de la gare de Saint-Pierre des Corps avec plusieurs centaines de manifestants pour empêcher la progression d'un train sera arrêtée, condamnée à un an de prison et finalement libérée après six mois fin décembre 1950, à la suite de la campagne de solidarité menée par le PCF. Jusqu'à Dien Bien Phu et à la victoire de l'indépendance en 1953 et les accords de Genève en 1954, le PCF conservera une ligne nettement favorable à la libération nationale du Vietnam.

L'Algérie, révélatrice de l'absence de prise en compte de la question coloniale par le PCF

Les positions du PCF en 1945 et 1946

Il en est tout autrement de l'analyse de la situation algérienne par le PCF, qui adoptera très longtemps, une position centrée sur la hiérarchie d'intérêts entre le développement de la situation en métropole et celui dans les colonies. Résumé clairement par un article dans les Cahiers du Communisme en 1946. Dans cet article au titre significatif : « *La lutte du peuple français pour la démocratie et l'émancipation des peuples coloniaux.* », Henry Lozeray présente la thèse centrale suivante : « *Dans la mesure où le peuple français développe la démocratie dans la métropole en l'élargissant aux territoires d'outre-mer, il crée les conditions plus grandes pour une solution satisfaisante de la question coloniale.* ». Il s'agit, on le comprend bien, d'une position centrée sur l'impérialisme occidental, puisque, finalement, l'émancipation des peuples colonisés ne dépend pas d'eux-mêmes mais du peuple français et de sa lutte propre. Nous sommes bien loin du discours de Staline en conclusion de la conférence nationale du parti bolchevik, le 12 mai 1917 : « *La première question est : comment organiser la vie politique des nations opprimées ? La réponse est que les peuples opprimés qui font partie de la Russie devraient avoir le droit de décider eux-mêmes s'ils veulent rester au sein de l'État russe ou se séparer en États indépendants. [...] En proposant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous plaçons la lutte contre l'oppression nationale au même niveau que la lutte contre l'impérialisme, notre ennemi commun.* ».

Tout aussi significative est la réaction de la direction du PCF aux massacres de Sétif, Guelma et Kherrata le 8 mai 1945. Rappelons les faits : Messali Hadj, le dirigeant du PPA évoqué plus haut, a été emprisonné par les autorités françaises le 23 avril 1945. Pour obtenir sa libération, de nombreuses manifestations ont lieu dans toute l'Algérie. Le 8 mai 1945, plusieurs milliers de manifestants algériens se rassemblent à Sétif. Un drapeau algérien est brandi par un jeune algérien Saal Bouzid, est assassiné par un policier français. En réaction, la révolte s'étend tandis que la colère rentrée d'un siècle d'humiliations et de privations explose. La répression est terrible et l'État français use de tous les moyens de répression à sa disposition. Le général Duval engage l'aviation et la marine. Des civils européens organisés en milices et la police se livrent à des exécutions massives et à des représailles collectives. Afin d'empêcher toute enquête, ils rouvrent les charniers et incinèrent les cadavres dans les fours à chaux d'Héliopolis. En quelques jours, dans la région de Bejaia, 15.000 femmes et enfants sont assassinés. A Kherrata, les cadavres des manifestants sont jetés dans le fleuve par des camions de l'armée coloniale. Au total, selon le PPA, plus de 45.000 algériens seront tués.

Le gouvernement de l'époque, dirigé par De Gaulle, comporte des ministres de la SFIO, du MRP (droite chrétienne-démocrate, refuge des collabos), gaullistes et du PCF. Les autres partis soutiennent l'action du gouvernement le 8 mai. Le PCF privilégie clairement l'union et l'évolution de la situation en France au détriment du soutien du mouvement national algérien de libération nationale. Le début est catastrophique ; L'Humanité publie le communiqué du gouvernement général comportant ce passage : « *Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne.*

La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre ». Ensuite, lorsque le massacre est impossible à nier, le PCF fait tout pour dédouaner le gouvernement et faire porter la responsabilité sur les colons. On en trouve la traduction dans la déclaration d'Étienne Fajon, parlant au nom du Parti Communiste à l'Assemblée Constituante, affirmant que les tueries de Sétif et de Guelma étaient la manifestation d'un complot fasciste, il s'est trouvé des agents dans les milieux nationalistes, ajoutant, que le principal foyer de trahison doit être recherché parmi les " seigneurs de la colonisation " sur lesquels se sont appuyés Vichy et les Allemands.

Cette orientation sera poursuivie longtemps, ne serait-ce qu'avec le vote des pleins pouvoirs au gouvernement de Front Républicain en 1956, dirigé par Guy Mollet (SFIO), le gouvernement de la bataille d'Alger, malgré la position opposée du PCA (Parti Communiste Algérien). Le PCA, notons-le, a pris très tôt ses distances avec l'orientation du PCF.

Les positions du Parti Communiste Algérien

Dans les derniers mois de [1945](#) et l'année [1946](#) la thèse des responsabilités partagées concernant le 8 mai 1945 est publiquement abandonnée par le PCA et commence une campagne pour la libération et l'amnistie de tous les emprisonnés algériens. Le 3 octobre 1945, tous les élus [communistes](#) d'[Algérie](#) écrivent en ce sens au gouverneur général et au [ministre de l'Intérieur](#). Le bureau politique, dans sa réunion du [24 octobre](#), persiste, demande « *une élémentaire mesure de justice et d'équité, la libération immédiate des internés politiques musulmans* ». En novembre est fondé un « [Comité d'initiative pour l'amnistie](#) ». Le PCA en est ouvertement à l'origine : deux membres du bureau politique le dirigent, [Roger Rouzeau](#) et [Larbi Bouhali](#).

Par la suite, le PCA et la CGT algérienne militeront en faveur de la libération et du retour en Algérie de Messali Hadj, le leader nationaliste. En mars 1946 a lieu le III^e congrès du PCA (au foyer civique d'Alger). Le nouveau comité central issu de ce congrès, réuni en juillet, procède à une véritable autocritique : « *La question nationale domine toute la vie algérienne* », est-il affirmé d'emblée. Or, le PCA a « *reculé sur sa propre ligne en estompant sa position nationale* » et il est apparu « *comme un parti non algérien* ».

[Alice Sportisse](#), députée du PCA du département d'Oran, déclare sans détours à la tribune de l'Assemblée constituante « *En vérité, le problème de l'Algérie se place dans le cadre du problème colonial* ». Vérité violemment contestée en métropole à l'époque. Elle poursuit : « *L'Algérie doit être considérée comme un pays différent de la France, ayant son caractère propre. Ce pays doit avoir une vie nationale propre. C'est là la vérité historique vers laquelle il s'achemine, qu'on le veuille ou non. Nous pensons que rien ne sert de tergiverser ou de ruser avec les aspirations légitimes à la vie nationale des masses algériennes. Soyez bien persuadés qu'elles savent ce qu'elles veulent, et pas plus la politique de force brutale que celle de l'autruche ne les détourneront de leur objectif* ». L'insurrection du 1^{er} novembre 1954 a surpris les [communistes algériens](#) comme les autres composantes du [Mouvement national](#), du moins la date et l'étendue de l'explosion. Mais pas l'explosion elle-même. Des événements importants se préparaient, ils le sentaient à divers indices. Dans le communiqué du bureau politique du PCA, publié le 2 novembre, on ne trouve aucune condamnation de l'insurrection du 1^{er} novembre et de la forme armée de la lutte. De tous les partis légaux, la position du PCA est la plus claire et la plus juste. La déclaration du PCF, publiée le 8 novembre, était plus ambiguë, plus distante. Enfin, logiquement, en juin 1955, le PCA prend la décision de participer à l'insurrection. Le 20 juin était créé les « Combattants de la libération » (CDL), un réseau de [Maquisards](#). La décision de cet engagement impliquait pour le PCA l'acceptation du risque de la perte de son statut légal. Le 12 septembre 1955, le parti est interdit par les autorités françaises.

Un essai d'analyse des positions du PCF et du mouvement communiste en France aujourd'hui

Le positionnement du PCF va évidemment peser lourdement dans ses rapports avec le mouvement national algérien. Dans un second temps, la direction du PCF demandera la libération des Algériens emprisonnés ; mais le mal était fait. La direction du PCF ne procédera jamais à une autocritique de cette faute politique grave du 8 mai 1945 ceci montre la profondeur du hiatus entre ses positions d'alors et la lutte anticoloniale à mener par un Parti Communiste d'un pays colonialiste tel le préconisait l'Internationale Communiste. Si l'action des militants communistes du PCF dans la guerre d'indépendance sera marquée par leur engagement militant pour la paix et l'indépendance de l'Algérie comme du Vietnam, cela ne changera pas le fait, le PCF ne s'est pas placé en 1945 sur une position anticoloniale de soutien à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

Par la suite, dans les années 70 et 80, le PCF a évolué, prenant des positions plus justes. Les slogans sont passés du « Paix au Vietnam » des années 60 au « Vietnam, Laos, Cambodge, Indochine vaincra », dans les années 70. Le PCF soutient les mouvements de libération en Afrique, notamment dans les anciennes colonies portugaises, et mène bataille contre l'apartheid en Afrique du Sud. Il a également beaucoup soutenu le mouvement de libération de la Palestine, y compris la lutte armée, avec la limite du soutien aux résolutions de l'ONU. Mais ce soutien, focalisé sur le seul Yasser Arafat, et sur la direction du Fatah, portait en germe ce qui est arrivé ensuite : **le**

soutien aux compradores de Ramallah par l'actuel PCF et aux résolutions de l'ONU par une partie des organisations issues du PCF se réclamant du mouvement communiste. Cela revient à ce que les instances supranationales de l'ONU et/ou les démocrates de l'impérialisme occidental décident de ce qui est bon pour les Palestiniens colonisés à leur place ; c'est la suite logique des positions du PCF de l'après-guerre dans lesquelles c'était le peuple français qui pouvait émanciper le peuple algérien et non les Algériens eux-mêmes. Dans le mouvement communiste, les militants du « respect des résolutions de l'ONU » (PRCF, OCF), s'ils condamnent sans réserve le génocide, souvent ceux-ci qui ne voient pas la centralité de la cause palestinienne. Considérant, par exemple, le gouvernement actuel du Venezuela comme anti-impérialiste, ils voient le monde actuel comme le cadre d'un affrontement général, militaire ou pas, entre les unipolaires et les multipolaires (baptisés anti-impérialistes) dans lequel la Palestine n'est qu'un lieu de cet affrontement parmi d'autres, ne font pas la différence entre une guerre impérialiste parmi d'autres comme celle d'Ukraine et le combat de libération nationale du peuple palestinien. Ils n'abordent donc pas le sens réel de la question coloniale ni, donc, le sionisme. **L'héritage du PCF de Thorez et, quelque part, de la ligne de rassemblement antifasciste de 1934 et 1935, portée par l'Internationale, a conduit le PCF à abandonner son caractère révolutionnaire devenant une simple formation de gauche et des organisations du mouvement communiste à porter une vision erronée du stade impérialiste actuel qui leur fait confondre les affrontements inter impérialistes liés aux contradictions du capitalisme avec une lutte de soi-disant anti-impérialistes contre les impérialistes se limitant aux puissances occidentales. Dans les deux cas, l'une des conséquences est l'absence de vision de la question coloniale et de la centralité de la cause palestinienne.**

Un élément théorique central définissant cette orientation délétère nous est donné par cet extrait d'un article de Léon Feix, membre du bureau politique du PCF, dans le numéro de septembre 1947 de leur mensuel théorique *Les Cahiers du Communisme* : « *La deuxième thèse, celle de l'indépendance de l'Algérie préconisée par le Parti du Peuple Algérien conduirait aux pires déboires. La situation actuelle de l'Algérie, pays colonial dont l'économie a été volontairement maintenue dans un état arriéré, le ferait passer immédiatement sous la coupe des trusts américains.* ». Cette fois encore c'est du cœur de l'impérialisme qu'un parti peut décider à la place des colonisés quelles sont leurs revendications justes. Il s'agissait, pour le PCF, d'écarter la possibilité de l'indépendance pour continuer de penser une « union française » qui satisferait les colonisés. C'est donc bien une volonté d'ignorer la question nationale dans les pays colonisés, donc de la question coloniale. C'est maintenant qu'il nous fait faire le lien avec le changement d'orientation de 1934 et l'abandon de « classe contre classe ». Contrairement à ce qui avait été discuté dans l'Internationale et même à la direction du PCF dans les années 30, la tactique d'union contre le fascisme n'a pas été temporaire. Elle a perduré en 1945 et après, pourtant, la menace fasciste était écartée. Le PCF s'est mis alors à théoriser à la fois l'union de la gauche et une « voie française au socialisme » (Interview de Maurice Thorez au *Times* le 18 novembre 1946). S'il est évident que chaque pays a ses particularités, ce concept de voie française s'inscrivait en réalité, dix ans avant, dans le révisionnisme de Khrouchtchev. Il débouchera, après le XX^{ème} congrès du PCUS sur une démarche aboutissant à la réunion d'Argenteuil du comité central du PCF indiquant la possibilité d'arriver au socialisme par les élections. Cette idée est en germe dès la fameuse interview. Le PCF a rendu les armes de la Résistance, appelle à produire, il est au gouvernement. Et manifestement, ce processus a besoin de l'union de la gauche, désormais première des préoccupations des dirigeants du PCF, aux dépens des intérêts des peuples colonisés, même après leur éviction du gouvernement en 1947. C'est pourquoi, malgré les demandes pressantes des camarades du PCA, les députés du PCF ne refuseront pas de voter les pleins pouvoirs au gouvernement de Guy Mollet, censé faire la paix en Algérie, et pourtant tous ses membres et leurs partis étaient favorables à la poursuite de la colonisation. Avec cette orientation erronée, le PCF porte une responsabilité particulière. La situation de 1945 en Italie et en Belgique est comparable à celle de la France. Mais l'Italie n'a plus de colonie et le Parti Communiste de Belgique combat fermement la colonisation du Congo. Les autres partis communistes d'Europe de l'Ouest sont interdits ou ultra minoritaires. Le PCF porte donc seul cette ligne objectivement pro-coloniale. Cette idée comme quoi les conditions pour l'indépendance ne sont pas requises, exprimée par Léon Feix, on la retrouve près de 80 ans plus tard avec la position du PRCF à propos de la Palestine. Nous l'avons déjà évoquée voilà plusieurs mois, à propos d'un article d'*Intervention Communiste* (numéro 190). En résumé, voici cette position : « *Notre parti défend la reconnaissance d'un État palestinien sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. [...] La première raison de la défense des deux États, pour notre parti, est d'abord la protection du peuple palestinien. En raison du développement inégal, les monopoles israéliens sont bien plus puissants que la bourgeoisie palestinienne, sans État, et fragmentée par l'exil quoi qu'existante. En ce sens, tout projet d'un seul État surestime la seule superstructure (les lois, l'État, l'idéologie) en faisant fi du pouvoir réel exercé par les classes. Dans les conditions actuelles, la création d'un seul État ne ferait que favoriser le capitalisme israélien et continuer l'oppression et continuer l'oppression du peuple palestinien dépossédé d'un tel pouvoir, même si cet unique État se nomme « Palestine ». Les Palestiniens doivent donc posséder leur propre État afin d'être en*

mesure de s'autodéterminer. ». Nous avons écrit, à l'époque, qu'une telle position faisait fi des caractéristiques propres du sionisme et de la colonisation de substitution : croire qu'un État palestinien réellement indépendant pourrait voir le jour aux côtés de l'État colonial sioniste maintenu relève d'une analyse erronée de la question coloniale.

Mais, nous revenons sur cette affaire car l'analyse que nous en faisons, corrélée à celle de la position du PCF lors de l'après-guerre, nous le donne à penser, est encore plus grave. Même si Léon Feix n'utilisait pas en 1947 le concept de « développement inégal du capitalisme », il disait la même chose. En 1947, nous en étions à « Si l'Algérie est indépendante, les multinationales US vont la manger » ; en 2025, nous avons droit à « Si la Palestine est complètement libre, les multinationales de l'entité sioniste la mangeront. ». En près de 80 ans la ligne de Thorez n'a pas perdu une ride ! Comme le PCF en 1947, le PCRf en 2025 a un point de vue de l'extérieur de la situation coloniale. Non seulement il ne tient pas compte des positions de la Résistance palestinienne, mais il sait à sa place ce qu'elle doit faire. Et il n'a même pas l'excuse de la priorité de la situation en France. **En fin de compte, la thèse du PCF en 1947, liée à l'abandon de « classe contre classe », est aujourd'hui une survivance glacée, sans aucun fondement et celle du PCRf en 2025, une approbation a posteriori du choix d'éloignement de l'anticolonialisme fait par le PCF alors.**

En conclusion

Ce passé pèse lourd aujourd'hui où trop peu nombreux sont les gens intégrant la question coloniale, empêchant ainsi la France de connaître un mouvement de solidarité avec la libération nationale de la Palestine, certes réel, mais bien moins nombreux par rapport à nos voisins d'Italie, d'Espagne, de Belgique ou du Royaume Uni. Au moment où l'Italie vient de connaître sa troisième journée de grève générale en solidarité avec la libération de la Palestine, cette question essentielle mérite d'être posée.

La petite bourgeoisie idéologique, autant dire l'essentiel de la « gauche » en France ne voit les Palestiniens que comme des victimes et non tel un peuple construisant sa propre libération nationale. Des courants du trotskisme, portant une vision de l'internationalisme niant le concept de nation, y compris celui défini par Lénine, ne peuvent avoir une vision juste de la question coloniale comportant la nécessité de la libération nationale. On ne peut pas compter sur ces gens-là pour une analyse juste de la situation en Palestine, ni pour des mots d'ordre justes de solidarité.

Mais le mouvement communiste lui-même est touché par des erreurs. L'idée que nous vivrions dans un monde en passe de devenir multipolaire après avoir été unipolaire y fait aussi beaucoup de mal. La conséquence en est une position visant à rassembler tous les soi-disant anti-impérialistes et à choisir un camp dans les conflits au sein de l'impérialisme. On retrouve finalement, dans ces positions, un avatar de celles de 1935 du PCF et de l'Internationale où l'impérialisme dominant a remplacé le fascisme. La Palestine est donc ramenée à un enjeu local au sein de ce plus vaste combat et les résolutions de l'ONU apparaissent suffisantes pour résoudre le problème.

Même parmi les partis ayant une vision claire du stade impérialiste, en France et ailleurs, il existe une réelle difficulté d'abord à caractériser la spécificité du sionisme et à le dénoncer, ensuite à appuyer franchement la libération nationale de la Palestine. Nous le disions en décembre dernier, la résolution finale de la rencontre de 26 partis communistes à Athènes, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, s'en tient à « *Nous condamnons le génocide du peuple palestinien et l'occupation prolongée des territoires palestiniens par l'État d'Israël.* » sans dire quels sont ces territoires ; et beaucoup de ces organisations ne mentionnent pas la question centrale du sionisme, de sa nature en parlant de la Palestine, ce qui les rend, finalement, plus proches de la position, réductrice, d'un peuple victime d'une domination injuste que de celle d'un peuple luttant pour sa libération. Comment expliquer cette volonté de ne pas s'engager pour « la Palestine libre du Jourdain à la mer » ? Plusieurs raisons s'entrecroisent, une conséquence du soutien antérieur à l'OLP, un soutien figé à la position de l'URSS en 1947, approuvant le partage de la Palestine, une illusion qu'il existerait un prolétariat israélien, par exemple.

En France, nous pensons que l'héritage de la ligne erronée du PCF depuis 1934 et surtout 1945 pèse énormément. Nous analysons la position du PCRf, similaire à celle du PCF concernant l'Algérie. Au-delà de la spécificité du sionisme, c'est bien la question coloniale en général qui cause des désaccords. Pour citer Saïd Bouamama, dont nous publions l'interview cette semaine, nous disons : « *L'occultation ou la sous-estimation de la dimension anticoloniale et anti-impérialiste du combat anticapitaliste a été fréquente au sein du Parti Communiste et par ses effets d'impacts sur une partie essentielle des mouvements sociaux. Un siècle et demi de colonisation, de négation ou de sous-estimation de la question coloniale et anti-impérialiste et de tendance au chauvinisme, ne peuvent pas ne pas avoir d'effet encore aujourd'hui dans les consciences politiques et dans la perception de la réalité mondiale et de ses interactions avec la question sociale.* ».

Nous avons fait le lien entre le changement d'orientation global du PCF, l'abandon de la stratégie « classe contre classe » et le changement sur la question coloniale entraîne aussi une question essentielle : la tactique de rassemblement antifasciste avec des forces bourgeoises, fussent-elles sociales-démocrates, choisie par l'Internationale, était-elle la bonne solution ? Pavel Blanco Cabrera, premier secrétaire du comité central du Parti Communiste du Mexique apporte une réponse à côté de laquelle on ne peut passer : « *Le problème sous-jacent réside dans la ligne stratégique adoptée lors du dernier congrès du Komintern pour affronter le fascisme, à savoir la ligne du front populaire ou front antifasciste, une alliance interclasse avec la social-démocratie, qui était déjà à cette époque une force politique intégrée au système, au niveau du parti ou du gouvernement, et où les partis bourgeois non fascistes pouvaient participer à ces gouvernements. Face au fascisme, on prétend alors qu'il faut défendre la démocratie bourgeoise. [...] La ligne des fronts populaires a conduit à la défaite du mouvement ouvrier révolutionnaire et a créé les conditions de la mutation de certains partis communistes vers l'eurocommunisme en Europe (Italie, France, Espagne). Les fondements ont alors été posés d'une ligne programmatiquement piégée dans la stratégie des étapes intermédiaires, qui est prédisposée à fusionner (dissoudre) avec d'autres organisations, et même si elle n'est pas contre le fascisme, à promouvoir des fronts avec la bourgeoisie.* ». Nous y avons des éléments d'explications convaincants de la dérive du PCF et des restes portés par certains partis, ses héritiers.

Le Parti Révolutionnaire Communistes pense que cette analyse, cette autocritique est indispensable pour la construction du parti révolutionnaire en France, et, dans ce cadre, l'analyse des conséquences de la ligne de Front Populaire, qu'il convient de réévaluer, et la prise en compte de la dimension anticoloniale du mouvement communiste sont des pans essentiels.